

16 mai 2017

Ébauche du document de travail pour la Conférence de l'Alliance progressiste

Justice sociale et durabilité pour un monde équitable et prospère

25 – 26 mai 2017, Oulan-Bator, Mongolie

1. Construire notre avenir

Ce sont les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes qui doivent se battre pour l'avenir, un avenir qui commence maintenant. Il s'agit d'un combat pour une transformation sociale et écologique globale qui apportera à tous le droit à une vie décente, en harmonie avec les limites de notre planète, et placera les objectifs communs, plutôt que des problèmes individuels, sur le devant de la scène.

Le nombre de défis est énorme : ils vont de la sécurité alimentaire, l'inclusion sociale, l'avenir du travail, la santé, la migration et l'égalité des sexes, les changements d'infrastructure, la protection environnementale, maritime et climatique, la régulation des marchés financiers et du commerce et des investissements internationaux à l'établissement d'institutions locales et nationales efficaces et transparentes et de structures de gouvernance et de sécurité régionales et globales.

Certes, chaque sujet à son importance. Mais les socialistes et les sociaux-démocrates au sein de l'Alliance progressiste auront besoin d'unir leurs forces et de se concentrer d'abord et surtout sur des projets spécifiques portant sur la démocratie, la justice sociale et la durabilité. Le nouveau Programme global de développement durable (*Agenda 2030*) avec son objectif ambitieux de changement politique en vue d'une transformation sociale et écologique, offre un nouveau cadre de référence global distinct à la sociale-démocratie.

2. Démocratie et justice sociale

Durant les six dernières décennies, l'importance de la démocratie en tant que concept politique et système gouvernemental a sensiblement augmenté dans le monde entier. La Mongolie constitue un bel exemple pour une transformation pacifique et durable en démocratie. D'une manière globale, la démocratie jouit toujours d'un niveau élevé d'approbation en tant que forme standard de gouvernement, mais il est loin d'être certain que la situation va rester ainsi. De nos jours, tout le monde parle de la « crise de la démocratie », et cette discussion n'est pas totalement dénuée de fondement. Le progrès de la démocratie a été bloqué dans de nombreux pays.

Ce développement s'accompagne d'une inquiétude sociale croissante. Cette insécurité s'explique de diverses manières : la peur de la régression sociale et un puissant sentiment d'injustice, par exemple, pour ce qui concerne le compromis dangereux entre la démocratie et le capitalisme. Nombreux sont ceux qui ont l'impression que les promesses de la société moderne en ce qui concerne la sécurité, sur la base des attentes d'une amélioration incessante et d'un progrès social continu, n'ont pas été respectées.

La principale raison pour laquelle les questions sociales se retrouvent à nouveau au cœur des discussions dans de nombreux pays est que l'inégalité a considérablement augmenté au sein de nombreuses sociétés. En même temps, seul un pour cent de la population mondiale possède à elle seule plus que les 99 autres. La tendance vers une plus grande inégalité et les structures qui la supportent ne peuvent plus être contestées, tout comme les conséquences.

L'inégalité rend plus difficile le combat contre la pauvreté et empêche souvent la création d'institutions neutres et efficaces. Elle cimenter la base pour des opportunités et des rapports de puissance sociaux inégaux, affaiblit la démocratie et intensifie l'isolement au sein de la société. Aujourd'hui, de nombreuses personnes considèrent déjà cette énorme inégalité comme inacceptable et injuste.

L'accumulation du pouvoir économique va de pair avec l'influence politique. Ceci est prouvé non seulement par l'énorme influence

qu'ont les lobbies sur le processus législatif, mais également par les pratiques d'affaires impitoyables des sociétés transnationales dans de nombreux pays en développement. Comme pour la puissance économique, l'élitisme dans la sphère politique est toujours de mise dans de nombreux pays où la participation de la population dans les affaires de l'État et l'économie est marginale. Par conséquent, de plus en plus de personnes sentent qu'elles sont exclues du progrès social et que les institutions de l'État et d'autres partis responsables ne les représentent plus de manière adéquate et ne tiennent pas compte de leurs peurs ni de leurs besoins ou encore de leurs biographies personnelles. Pour nos partis et nos mouvements, nos valeurs et la critique face à cette accumulation de l'élite ainsi que la méfiance croissante des individus sont la base pour formuler des projets innovants et audacieux pour l'avenir.

Par ailleurs, dans de nombreux pays, la question de la justice sociale est influencée par une crise écologique globale due au changement climatique, à la pollution d'une grande partie de la biosphère et à l'urbanisation. Ceux qui sont le plus touchés ne sont souvent pas les principaux responsables. Les pays industrialisés répercutent les coûts croissants de l'environnement pour leur prospérité sur les pays du Sud, par exemple en démantelant à bas prix des navires en Inde et au Bangladesh. L'intégration d'un certain nombre de pays en développement en tant que fournisseurs de matières premières dans le commerce mondial continue de mener vers une redistribution de la pollution environnementale causée par l'extraction et la transformation sur place des ressources minérales.

En Mongolie, le changement climatique a récemment aggravé un phénomène climatique périodique qui engendre des étés anormalement secs, suivis de périodes anormalement froides durant l'hiver. Des millions d'animaux sont tués, des milliers d'éleveurs parmi les plus vulnérables perdent leurs moyens de subsistance et sont contraints de migrer avec leurs familles vers les zones urbaines, augmentant ainsi les tensions sociales et infrastructurelles. La

croissance rapide des villes mongoles provoque une importante pollution de l'air qui met en péril la santé de ses citoyens.

Il a été démontré par les pays dans différentes régions du monde qu'une action politique peut répondre à toutes ces questions et créer ainsi plus de justice sociale. Aussi, pour la constitution future du monde, l'essentiel sera de remédier aux causes structurelles de ce développement.

3. Croissance inclusive et durable

La globalisation comme tendance générale de la politique nationale et internationale constitue le cadre de référence pour les relations entre l'économie, la politique et la société. Depuis des décennies, les gouvernements, les institutions mondiales et les instances internationales ont célébré de manière euphorique la mondialisation. Ils ont affirmé que l'innovation, la déréglementation des marchés financiers, le déchaînement des puissances du marché, le réseautage technologique et un meilleur échange du savoir-faire pourraient non seulement déboucher sur une nouvelle croissance, mais également niveler les différences dans l'économie mondiale et réduire les inégalités. Pendant longtemps, les choses allaient bien pour les partisans de cette forme de mondialisation. De plus, les stratégies néolibérales revêtaient également le caractère d'une orthodoxie économique et politique qui a accordé une plus grande importance aux processus économiques. Cela signifiait que d'autres objectifs (sociaux, écologiques et démocratiques) devaient être soumis aux opérations de marché et à la politique de stabilité, et qu'une inégalité croissante devait être acceptée comme le prix à payer pour la paix à l'époque de la mondialisation.

Ce consensus silencieux commence à s'effondrer. À présent que les conséquences sociales et les avantages unilatéraux apportés par ce modèle économique sont devenus apparents, son attrait a commencé à s'évaporer, tout comme la confiance dans sa capacité à

assurer la prospérité pour plus que juste ce « un pour cent » de la population. Il devient clair à présent qu'il n'y a jamais eu de perspective de croissance cohérente pour la majorité des pays en développement. Pour la plupart d'entre eux, l'intégration dans le marché mondial signifiait en premier lieu un meilleur accès aux ressources et au travail par les pays industriels établis et un certain nombre de grands pays émergents.

Les effets de la crise sont également perceptibles sur les marchés du travail mondiaux : partout dans le monde, le nombre de chômeurs a augmenté à 197 millions (2015), soit 27 millions de plus qu'avant la crise financière de 2008. Dans le monde entier, 45 pour cent des jeunes aptes au travail sont soit au chômage, soit vivent dans la pauvreté malgré leur emploi. Compte tenu des tendances démographiques les plus récentes, environ 420 millions de nouveaux emplois seront nécessaires à travers le monde en 2030.

Encourager la lutte pour le travail décent dans le monde entier est l'une des tâches principales des partis sociaux-démocrates, progressistes et socialistes. En ce qui concerne la qualité des conditions de travail, le travail décent n'est guère plus qu'un rêve pour de nombreuses personnes, et pas seulement pour les 21 millions astreints au travail forcé. Environ 830 millions de personnes sont considérées comme appartenant à la catégorie des « travailleurs pauvres » qui doivent survivre avec moins de deux dollars américains par jour. Les femmes sont encore moins bien payées, ont moins de sécurité et continuent à exercer la plus grande du travail familial non rémunéré. Dans les pays en développement notamment, une grande partie de la population est employée dans l'économie dite « informelle », où la productivité est basse, les mauvaises conditions de travail prévalent, des salaires indécents sont payés et l'assurance sociale est totalement absente. Seul un quart de la population mondiale bénéficie d'une certaine forme d'assurance sociale.

Les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes doivent maintenir les projets de « travail décent dans le monde entier » et les

garder comme leur objectif déclaré sur leur futur agenda. Voici ce dont la population active a besoin :

- **de travail durable** : travail durable signifie qu'un individu est capable de s'engager dans des activités raisonnables et sûres comme maillon d'un processus de création de valeurs durable dans l'économie et la société et qu'il peut gagner de quoi vivre de manière décente et équitable. Les éléments clés d'une stratégie pour l'emploi et le travail ; un environnement macro-économique stable ; la croissance dans des secteurs durables qui créent des emplois ; des campagnes d'éducation, d'enseignement et de qualification innovantes pour accompagner la transformation et la numérisation du monde du travail ; de nouveaux cadres de réglementation pour les personnes avec des emplois informels ; un meilleur accès aux salaires pour les petites et moyennes entreprises et la concentration sur les domaines où vivent et travaillent les pauvres (par exemple dans l'agriculture).
- **de droits** : le travail décent repose sur des droits fondamentaux : la liberté d'association, la libre négociation collective et le droit de conclure des conventions collectives, l'abolition du travail forcé et du travail des enfants l'interdiction de la discrimination au travail et l'obligation de payer un salaire égal pour un travail égal. Il est essentiel de protéger les droits de l'homme globalement et à tous les niveaux, d'assurer des politiques de salaires minimum, d'introduire des salaires décents et la sécurité sociale pour tous, permettant ainsi aux individus de mieux faire face aux crises personnelles et économiques.
- **de participation** : il est essentiel de renforcer la démocratie et la participation sur le lieu de travail dans les années à venir. La façon la plus directe consiste à introduire une forme d'économie de solidarité, des entreprises autogérées et des coopératives de production. Dans d'autres types d'entreprises, la participation à la gestion doit être étendue en vue d'inclure les questions d'organisation du travail telles que la souveraineté sur son propre

temps. Dans de nombreux cas, des syndicats puissants et libres seront nécessaires si des progrès sont à réaliser. Nous avons besoin d'un nouveau concept de solidarité qui n'est plus basé sur un emplacement géographique et des communautés homogènes, mais qui modélise les nombreuses manifestations hétérogènes de travail tout au long des chaînes de valeur ajoutée et des réseaux de migration.

Si nous voulons rendre le développement économique plus durable, renforcer la confiance dans la politique et au sein des sociétés, réduire les inégalités et nous concentrer sur les besoins des individus, le domptage politique du marché financier international et de la politique fiscale comme une force déterminante et des systèmes fiscaux efficaces doivent être en haut de l'agenda.

- **La restriction et la restructuration des marchés financiers comprend les points suivants :** régler les systèmes bancaires parallèles afin d'éviter que des champs d'activité individuels ne deviennent des secteurs non réglementés ; mettre un terme à la responsabilité de l'État ; mettre en place un système bancaire séparé ; interdire les opérations à risque et la spéculation avec les matières premières agricoles, le carburant et l'énergie ; régler les transactions à haute fréquence ; réformer les modèles d'affaires des agences de notation et étendre massivement les instruments de surveillance. Il est également important de signifier clairement que toute personne impliquée dans le blanchiment d'argent ou favorisant l'évasion fiscale est passible de conséquences juridiques en vertu du droit criminel. Des exigences nettement plus strictes et efficaces doivent être mises en place en matière de capitaux propres, notamment pour toutes les institutions financières qui pourraient causer des problèmes à des économies nationales entières en temps de crise. Une autre mesure qui devrait certainement être mise en œuvre concerne la taxation des transactions financières, une question qui a déjà été abordée à de nombreuses reprises.

- **La politique fiscale en tant que force déterminante et des systèmes fiscaux efficaces** sont, pour bon nombre de raisons, des éléments vitaux pour une transformation réussie : d'abord, ils peuvent mobiliser des ressources financières indispensables et ensuite, le système fiscal nous permet de réaliser une distribution plus équitable des revenus et des richesses au sein de notre société. Les taxes peuvent être utilisées pour promouvoir des projets politiques souhaitables, pour rendre des activités non souhaitables plus chères et également pour influencer les décisions en matière de consommation et de production. Dernier point, et non des moindres, nous pourrions remodeler les systèmes fiscaux pour permettre un plus grand contrôle démocratique et un état de droit plus fort. Après tout, les contribuables ont le droit d'exiger que les gouvernements rendent des comptes pour l'argent mis à leur disposition. C'est pour cette raison que la mise en place des systèmes fiscaux nationaux et un soutien mutuel dans de telles activités sont si importants, notamment pour les pays en développement. Mais ce n'est pas encore suffisant. Nous devons continuer d'améliorer la coopération internationale en matière de fiscalité. Après tout, le commerce et l'économie sont devenus internationaux il y a longtemps. Les sociaux-démocrates et les socialistes se sont engagés : à mettre un terme à la course ruineuse aux taux d'imposition extrêmement bas en apportant la transparence dans les avantages offerts aux sociétés multinationales et en interdisant les pratiques fiscales nuisibles ; à introduire des seuils minimaux efficaces pour l'imposition des sociétés et la fiscalité mondiale consolidée pour les groupes multinationaux et à assurer qu'ils sont acceptés au niveau international sur de longues périodes ; à obliger les entreprises à divulguer les données propres à chaque pays dans le cadre de leurs pratiques en matière de rapports, de telle façon que chacun peut comprendre où et comment les entreprises paient leurs impôts, par exemple en comblant les lacunes dans la procédure pénale, notamment en ce qui concerne les banques, et en interdisant aux paradis fiscaux la

participation au système financier international. Dans tous les cas, il est important d'impliquer les pays du Sud global.

4. Perspectives d'avenir

Dans le capitalisme mondial actuel, les anciens problèmes sociaux sont simplement réapparus sous une forme nouvelle. Hier comme aujourd'hui, il s'agit de se battre pour établir des règles sociales pour les marchés afin de mettre fin à l'exploitation brutale et impitoyable. Il s'agit également de protéger et de défendre la substance démocratique de nos sociétés.

Nous ne remettons pas en question ce que la mondialisation a réalisé. Mais ces succès ne racontent pas toute l'histoire. Si le prix à payer pour les succès du capitalisme globalisé est l'abandon des normes de la civilisation qui protègent notre environnement naturel et social contre les excès de l'exploitation économique, il est trop élevé.

Les individus ont toujours essayé de convaincre les forces progressistes et sociales-démocrates que l'ordre existant ne peut pas être modifié. Mais personne n'a jamais pu nous prendre notre sens de la justice. Nous nous sommes toujours battus pour une coexistence juste et sociale. En période d'incertitude dans le passé, nous pouvions toujours compter sur les forces politiques progressistes à chaque fois qu'il s'agissait non seulement de convaincre les personnes d'un avenir meilleur, mais de participer activement à sa réalisation. Nous devons à nouveau nous appuyer sur cette force afin de proposer des solutions pour les tâches qui nous attendent. La mondialisation n'est pas simplement une fatalité à laquelle nous devons tous nous résigner. Nous pouvons façonner l'interaction entre les politiques, l'économie et la société afin qu'elle serve les intérêts des individus, pourvu qu'un puissant mouvement encourage cette transformation.